

Affaires courantes

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 247, 258 et 264.

[Texte]

LA CONFÉRENCE DITE À CIELS OUVERTS

Question n^o 247—**M. Boudria:**

1. La conférence dite à Ciels ouverts, qui a eu lieu à Ottawa en février 1990, a-t-elle entraîné des coûts pour le gouvernement et, dans l'affirmative, à combien se sont-ils élevés au total, y compris le coût des préparatifs?

2. Le gouvernement a-t-il acheté des véhicules pour la conférence et, dans l'affirmative, *a)* combien, *b)* à quel coût, *c)* auprès de qui, *d)* quel a été le mode de sélection du fournisseur, *e)* les véhicules sont-ils en service à l'heure actuelle et, dans l'affirmative *i)* qui s'en sert, *ii)* à quelles fins?

3. A-t-on acheté des parkas pour la conférence et, dans l'affirmative, *a)* combien, *b)* auprès de qui, *c)* quel en a été le coût, *d)* quel a été le mode de sélection du fournisseur, *e)* y a-t-il des parkas achetés qui n'ont pas été remis aux dignitaires étrangers et, dans l'affirmative, ont-ils été offerts à d'autres personnes et, dans l'affirmative, à qui?

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Le ministère des Affaires extérieures et le Secrétariat d'État m'informent comme suit:

1. Un montant de 5 240 000 \$ a été alloué pour la conférence dite à Ciels ouverts. Les factures ne sont pas toutes rentrées, et les dépenses ne pourront être totalisées avant que toutes les transactions soient traitées.

2. Aucun véhicule n'a été acheté par le gouvernement pour les besoins de la Conférence. Veuillez voir la réponse à la question n^o 241 qui a été donnée le 7 mars 1990.

3. Trente-et-un parkas au coût de 397 \$ pièce ont effectivement été achetés pour la Conférence. Ils ont été

commandés à la compagnie Polar Parkas (C.P. 1385, Yellowknife, T.N.-O.) parce que seule cette dernière pouvait promettre de respecter nos délais. Les parkas ont été remis aux dignitaires étrangers et à leurs conjoint(e)s qui les accompagnaient au Canada. Le SEAE en a acheté un pour son usage personnel.

L'ÎLE DE SAINT-VINCENT—LES PROJETS

Question n^o 258—**M. Laporte:**

Le gouvernement a-t-il, depuis 1975, versé des fonds à des projets de l'île de Saint-Vincent et, dans l'affirmative, *a)* lesquels et *b)* combien le gouvernement a-t-il dépensé pour chacun d'entre eux?

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Oui. Le Centre de recherches pour le développement international et l'Agence canadienne de développement international m'informent comme suit:

Depuis 1975, le Centre de recherches pour le développement international a financé deux projets à l'île de Saint-Vincent.

a) Le premier remonte à 1982 et a duré 9 mois. Il visait à analyser les déterminants de l'émigration de Saint-Vincent et à en évaluer les répercussions sociales et économiques sur les ménages de l'île. Quant au second, il a été financé en 1983 pour une période de 24 mois. Son objectif était de renforcer le système d'information et le centre de documentation socioéconomiques du Ministère des finances, de la planification et du développement de l'île dans le cadre de CARISPLAN, dont l'île est membre. Saint-Vincent a partagé la subvention pour ce projet avec les Grenadines.

b) Les deux projets s'élevaient respectivement à 39 000 \$ et à 81 430 \$.

Oui, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a versé des fonds à des projets de l'île Saint-Vincent.

(A) PROJET	ANNÉE	(B) DÉCAISSEMENTS DE L'ACDI (en dollars)
Plan directeur du port de Kingstown	1989	50 000
Complexes industriels à Diamond	1988	3 636 400
Développement du secteur de la pêche—Phase I	1987	4 975 000
Développement du secteur des forêts	1986	4 520 000
Saint-Vincent, Forêts—Dépenses administratives spéciales	1985	10 633
Saint-Vincent, Pêches, Étude de faisabilité—Dépenses administratives spéciales	1985	106 281
Saint-Vincent, Fonds canadien 1989-1990	1989	125 000
Saint-Vincent, Fonds canadien 1988-1989	1988	275 558
Saint-Vincent, Fonds administrés par la mission (FAM) 1987-1988	1987	299 999
Saint-Vincent, FAM 1986-1987	1986	249 631
Saint-Vincent, FAM 1985-1986	1985	189 368